

AVEC LA LOI MACRON, LE GOUVERNEMENT PRÉPARE LA LIQUIDATION DU CODE DU TRAVAIL !

RENAULT TRUCKS

JANVIER 2015

Le projet de loi, présenté en décembre, va être examiné par l'Assemblée nationale à compter du 26 janvier. Catalogue de mesures touchant à de nombreux sujets, ce projet de loi est un concentré de l'offensive patronale dans ce qu'elle a de plus brutal. Rappelons que Macron, banquier millionnaire qui pense que « tous les jeunes français doivent avoir envie de devenir milliardaires ! », était rapporteur de la commission Attali mise en place par Sarkozy et qui lui avait rendu son rapport en 2008... Sarkozy et Attali en ont rêvé ? Hollande et Macron l'ont fait !

Ce projet contient des attaques majeures contre les droits des travailleurs. Parallèlement à ces attaques, le gouvernement a décidé d'ouvrir une négociation sur les seuils sociaux dans les entreprises afin de réduire la représentation des travailleurs dans les petites entreprises. Le MEDEF n'en demandait pas tant...

Généralisation du travail du dimanche

Alors que le droit au repos est déjà bafoué pour plus de 6 millions de salariés, le projet Macron prévoit que les commerces de détail non alimentaires pourront ouvrir 12 dimanches par an. Plus grave, c'est en fait l'extension des zones PUCE décidées par le préfet (Périmètre d'Usage de Consommation Exceptionnelle), bientôt rebaptisées en « zones commerciales », qui est prévue. Dans ces secteurs, pas de volontariat (si tant est qu'il existe pour un salarié face à son patron...) et ouverture tous les dimanches. Et, en matière de contrepartie, tout est renvoyé à la négociation dans l'entreprise, là où le rapport de force entre patron et salariés est le plus défavorable. Avec cette généralisation du travail le dimanche, la durée de vie des « avantages » (majorations de salaire ou de repos) existants aujourd'hui est comptée.

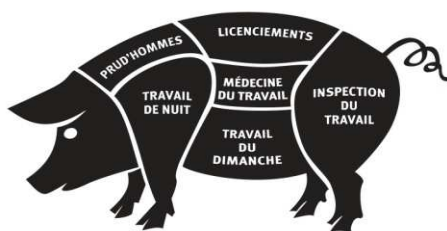
Prud'hommes et inspection du travail dans le collimateur !

Après la fin de l'élection directe des conseillers prudhomaux par les salariés, c'est toute la spécificité de la justice prudhomale qui est en cause, car jugée

trop favorable aux travailleurs. Macron veut tout simplement transformer les juges élus, les conseillers prudhomaux, en assesseurs des juges professionnels : le projet prévoit la présence d'un juge professionnel dès l'audience de conciliation, diminuant largement le rôle du conseil paritaire.

Les pouvoirs de l'inspection du travail sont également visés par le gouvernement : après la suppression de 10% des effectifs de l'inspection, il s'agit maintenant d'accélérer la dépénalisation du droit du travail. L'objectif ? Eviter de poursuivre pénalement les patrons en favorisant un système d'amendes administratives (décidées par le Directeur régional... qui est sous les ordres du Ministre du travail !) ou la transaction pénale.

POUR LES PATRONS,



**tout est bon
dans le Macron !**

Le pouvoir de licencier sans contrôle !

Après l'ANI de 2013 qui a modifié en profondeur la réglementation en matière de licenciements collectifs, Hollande Valls et Macron veulent aller plus loin en s'attaquant à l'obligation de reclassement des salariés licenciés et aux indemnités de licenciements, en garantissant aux grands groupes que la fermeture d'une filiale ne leur coûtera pas grand chose.

Construire une riposte large pour faire échec au gouvernement !

Le PS et une partie de la droite s'apprête à voter la loi. Nous n'avons rien à attendre des « frondeurs » du PS qui, au mieux, s'abstiendront. Seule la mobilisation des salariés est susceptible de faire reculer Hollande et le patronat.

Il est temps que les organisations syndicales nationales se saisissent de l'initiative unitaire des syndicats du commerce parisien, appuyée sur des structures régionales CGT et Solidaires, qui appellent à une mobilisation le 26 janvier.

Mais une seule journée ne suffira pas : c'est à une mobilisation prolongée qu'il faut nous préparer pour obtenir le retrait pur et simple du projet Macron.

Salaires : quand on s'y mettra tous...

Les inégalités explosent. 8,5 millions de personnes vivent avec un revenu inférieur à 987 euros par mois (le « seuil de pauvreté » officiel). Les travailleurs pauvres sont eux-mêmes de plus en plus nombreux. Pour tous, le niveau de vie baisse. Pour ceux qui ont un emploi, le salaire augmentait en moyenne de 0,6 % par an avant 2007. Depuis, l'augmentation n'est plus que de 0,2 % par an. Dans beaucoup de boîtes, les augmentations générales sont égales à zéro.

Mais l'austérité n'existe pas pour les plus riches. Les actionnaires continuent de s'en mettre plein les poches. Au premier semestre 2014, les dividendes versés aux actionnaires ont progressé de 30 % en un an !

Alors que les négociations annuelles s'engagent dans le privé, il faudrait un mouvement d'ensemble pour forcer le patronat à cracher au bassinet. Bien sûr, comme toujours, ils disent que c'est la crise, qu'ils ne peuvent pas. C'est un mensonge ! En fait, ils veulent continuer de profiter du travail de ceux qui produisent les richesses.

Des grèves dures se déroulent dans plusieurs entreprises, comme à la fonderie Leroy Somer, à Angoulême (2 100 salariés). La grève, avec blocage des sites, piquets... dure depuis le 7 janvier, début de la NAO.

Les directions des confédérations syndicales seraient bien inspirées de s'entendre pour préparer un mouvement d'ensemble.



La « grève » réactionnaire des médecins libéraux

Après avoir mené une "grève" médiatique avec la fermeture des cabinets médicaux, les syndicats de médecins libéraux appellent désormais à une "grève administrative". En refusant la "télétransmission", ils espèrent paralyser les caisses de Sécurité sociale, avec pour conséquence des retards de remboursements aux patients de plusieurs semaines. Les médecins "grévistés", eux, continuent d'être payés.

Les médecins refusent l'extension du Tiers Payant, une des rares mesures progressistes contenues dans le projet de loi « santé » du gouvernement. Or, cette extension

éviterait que des patients ne renoncent à des soins ou les diffèrent pour des raisons financières.

Cette contestation des médecins libéraux est une aubaine pour le gouvernement qui présente son projet de loi comme progressiste ! Ce qu'il n'est pourtant pas, le but essentiel de la future loi étant de réduire la place de l'Hôpital Public et de transférer ses missions au secteur privé.

Les cliniques privées et les médecins libéraux se mobilisent contre le minimum d'obligations qui leur serait imposé en contrepartie de cette privatisation. Ils défendent la liberté tarifaire, les dépassements d'honoraires. Les patrons des cliniques ont déjà largement obtenu gain de cause. Les syndicats de médecins libéraux espèrent y parvenir aussi. Leur combat contre le projet de loi du gouvernement est à l'exact opposé de celui que mènent les défenseurs du service public et de la sécurité sociale, pour l'accès de tous et toutes aux soins.

Après les attentats terroristes à Paris

Des millions de personnes sont descendues dans les rues pour exprimer leur tristesse et leur attachement à la liberté d'expression. La plupart ont aussi exprimé le refus de se laisser entraîner dans la spirale de la stigmatisation.

Le NPA ne s'est pas associé à la « marche républicaine » convoquée dimanche à Paris par le gouvernement. Nous avons refusé la manipulation orchestrée par Hollande et Valls, associés à Sarkozy et l'UMP, et une union nationale construite pour faire croire à des intérêts communs entre ceux d'en haut et ceux qui subissent leur politique. Tous les « saigneurs du monde » s'étaient d'ailleurs donné rendez-vous pour défiler aux côtés de Hollande, Valls et Sarkozy : Netanyahu, le massacreur de Gaza ; le premier ministre hongrois populiste et xénophobe Orbán ; le représentant de Poutine qui emprisonne et tue des journalistes ; des dictateurs africains comme Ali Bongo ; le premier ministre turc qui a longtemps soutenu les barbares de Daesh face aux Kurdes...

Le gouvernement, avec l'appui de la droite, prépare le terrain pour de nouvelles guerres qui ne feront qu'aggraver la situation dans des régions du monde déjà déchirées, et engendreront, en réaction, encore plus de violence et de barbarie. Il prépare aussi de nouvelles attaques contre les libertés individuelles et collectives au nom de la lutte contre le terrorisme.

Nous, nous devons nous mobiliser contre leur politique guerrière, soutenir les peuples qui résistent face à la barbarie, comme les syriens et les kurdes de Kobané, y compris avec des armes. Nous mobiliser aussi contre les mesures liberticides et sécuritaires et pour nos droits, en particulier contre la loi Macron.

Pour nous contacter :

npacaenaglo@gmail.com

Le blog des militants NPA intervenant dans l'automobile :

<http://www.npa-auto-critique.org/>

